

CONVENTION

de mise à disposition du personnel départemental auprès du syndicat mixte des ports du Bassin d'Arcachon

- ENTRE** le Conseil départemental de la Gironde, représenté par Monsieur le Président Jean-Luc Gleyze, agissant en application de la délibération 2017.52.CD du 29 juin 2017
- ET** le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon représenté par Monsieur le Président Jean TOUZEAU, agissant en application de la délibération 15-2017 du conseil syndical du 13 juillet 2017
- VU** la délibération actant le principe de création du syndicat mixte en date du 17 octobre 2016
- VU** la délibération actant l'adhésion du Conseil départemental de la Gironde au syndicat mixte des ports du Bassin d'Arcachon et l'approbation de ses statuts en date du 13 avril 2017
- VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 22 et 114-IV
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L.5721-1 et suivants qui régit les syndicats mixtes ouverts ainsi que l'article L.5211-4-1
- VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale articles 61 à 63
- VU** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et EPA locaux articles 1 à 12
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le personnel départemental, occupant les postes listés en annexe, est mis à disposition, dans les conditions réglementaires en référence aux textes précités, auprès du syndicat mixte pour réaliser la gestion, l'aménagement, la police et l'entretien des ports dont il est responsable, ainsi que l'exploitation des infrastructures portuaires dédiées et des zones de mouillage, la tarification des services, et l'entretien des chenaux d'accès.

ARTICLE 2 : Les activités exercées par le personnel départemental, telles que décrites dans les fiches de poste jointes à cette convention, recouvrent toutes missions dévolues au syndicat mixte : la gestion portuaire, l'entretien et la maintenance, la réalisation des travaux d'investissement ainsi que toutes les missions supports afférentes au fonctionnement du syndicat mixte. A cet effet, 15 agents sont mis à disposition du syndicat mixte par le Département, ils se répartissent de la manière suivante : pour la filière technique, 4 agents sur des fonctions de catégorie A, 3 agents sur des fonctions de catégorie B et 3 agents sur des fonctions de catégorie C ; pour la filière administrative, 3 agents sur des fonctions de catégorie B et 2 agents sur des fonctions de catégorie C.

ARTICLE 3 : Le siège du syndicat mixte est implanté au domaine de Certes sur la commune d'Audenge. Il y accueille la direction du syndicat mixte, les secteurs en charge des opérations ainsi que du soutien et de la coordination. Le secteur gestion portuaire et la police portuaire sont pour leur part implantés dans les locaux de la Capitainerie de Gujan Mestras. Les agents portuaires de la structure sont positionnés dans les capitaineries des ports soutenus.

ARTICLE 4 : Les agents sont placés, comme décrit dans l'organigramme joint en annexe, sous l'autorité du Directeur du syndicat mixte dont l'autorité hiérarchique repose sur l'application du régime de la mise à disposition des fonctionnaires territoriaux.
Le Directeur est sous l'autorité du Président du syndicat mixte.

ARTICLE 5 : Les agents mis à disposition continuent à percevoir la rémunération (traitement indiciaire, supplément familial de traitement, indemnités et le cas échéant nouvelle bonification indiciaire, ainsi que les prestations d'actions sociales et des œuvres sociales bénéficiant au personnel départemental) correspondant au grade qu'ils occupent.
Le syndicat mixte assure le remboursement de la rémunération et des cotisations sociales des agents départementaux mis à sa disposition.
Les frais de déplacement temporaires pour les besoins de la mission de service public seront également remboursés par le syndicat mixte selon les règles prévues dans la fonction publique territoriale.

ARTICLE 6 : Un régime spécifique relatif au temps de travail n'ayant pas été défini au sein du syndicat mixte, il est proposé de mettre en œuvre celui propre au Département de la Gironde. Ainsi, les agents départementaux mis à disposition du syndicat mixte se voient appliquer les modalités et dispositions relatives au temps de travail en vigueur au Département de la Gironde et initialement précisées dans le protocole cadre sur l'aménagement et la réduction du temps de travail à 35 heures voté au Comité Technique Paritaire du 2 juillet 1999.

La durée hebdomadaire de travail des agents mis à disposition est de 35 heures.

Les modalités d'organisation de celle-ci peuvent toutefois différer.

Les agents peuvent ainsi opter pour un des dispositifs suivants :

- rythme hebdomadaire de 35h (dispositif général), soit une durée quotidienne théorique de 7h, à laquelle il convient d'ajouter 2 minutes par jour travaillé, au titre de la journée de solidarité,
- rythme hebdomadaire de 36 h 30 mn (dispositif particulier), soit une durée quotidienne théorique de 7h18, à laquelle il convient d'ajouter 2 minutes par jour travaillé, au titre de la journée de solidarité.

La gestion des droits à congés annuels et des droits à récupération A.R.T.T. est organisée sur l'année civile. Tout agent en position d'activité à temps complet bénéficie d'un droit à congé annuel de 32.5 jours pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Des jours de récupération A.R.T.T. sont octroyés, a priori, à un agent dès lors qu'il a opté pour une durée hebdomadaire de 36h30 (dispositif particulier), dûment justifiée par du badgeage ou des horaires fixes imposés par des modalités d'organisation et de fonctionnement.

Conformément au décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés des fonctionnaires territoriaux, lorsque le nombre de jours de congé pris au titre de l'année en cours est d'au moins 4 jours lors de la période dite « hors saison » (période comprise entre le 1^{er} janvier et le 30 avril, puis entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre), un jour supplémentaire est attribué. Lorsque ce nombre est d'au moins 8 jours lors de cette même période, deux jours supplémentaires maximum sont accordés. Si l'agent travaille à temps partiel, aucune proratisation ne doit être effectuée, puisque ces jours sont attribués dans les mêmes conditions qu'aux agents travaillant à temps plein.

Concernant le droit à récupération épargne temps, à l'issue de chaque mois, il peut se dégager un crédit d'heures ouvrant droit à une récupération d'une demi-journée ou d'une journée maximum.

Le droit à récupération épargne temps s'apprécie pour chaque mois civil et est conditionné par la réalisation d'heures supplémentaires à hauteur de la valeur théorique d'une demi-journée ou d'une journée travaillée.

La valeur du temps à épargner pour récupérer une journée est calculée au prorata du temps travaillé.

La journée de récupération épargne temps doit être prise dans le mois suivant sa constitution, sans report possible.

Les conditions de travail dont notamment l'organisation du travail et l'emploi du temps sont définies par le Directeur du syndicat mixte, en référence aux fiches de poste définissant les fonctions, et conformément au règlement intérieur en vigueur au sein de la structure.

Ces modalités et dispositions relatives au temps de travail sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de l'adoption d'un régime spécifique au syndicat mixte.

Conformément à l'article 9 du décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, les agents conservent leurs droits à congés acquis au titre du compte épargne temps. En outre, suite à autorisation conjointe du Département de la Gironde et du syndicat mixte, il est convenu que les agents puissent utiliser leurs droits acquis. Le Département de la

Gironde communiquera donc un état individualisé des droits à congés acquis au titre du compte épargne temps à la date de la mise à disposition des agents, charge au syndicat mixte d'en suivre la consommation et d'informer le Département du solde des droits à la fin de la mise à disposition.

ARTICLE 7 : La gestion de la carrière administrative des agents mis à disposition demeure de la compétence du Département (évaluations, commissions administratives paritaires). A cet égard, la carrière des agents mis à disposition continueront à être examinés dans le cadre des Commissions administratives paritaires de promotion annuelles organisées pour les agents départementaux. Les décisions prises dans ce cadre interviendront sur la base des entretiens annuels d'évaluation établis selon la procédure en vigueur pour l'ensemble des agents départementaux, et réalisés par le supérieur hiérarchique direct de l'agent. Les autorisations de travail à temps partiel et les demandes de congés formation ainsi que les demandes pour formation syndicale sont octroyées par le Département en accord avec le Directeur du syndicat mixte. Les agents mis à disposition bénéficieront des prestations de formation au même titre que les autres agents du Département.

ARTICLE 8 : Une commission locale de concertation est mise en place au sein du syndicat mixte dès sa création. Elle réunit des représentants du personnel (qu'ils soient en position de mise à disposition ou affectés au syndicat mixte), le directeur ou son représentant.

Les représentants du personnel ci-dessus évoqués, au nombre d'un titulaire et d'un suppléant par organisation syndicale représentative au sein des collectivités locales intégrant le syndicat mixte, sont désignés, au 1er janvier, par les organisations syndicales, pré citées, parmi l'effectif du syndicat mixte.

La commission locale de concertation est présidée par le Directeur du syndicat mixte. Elle se réunit deux fois par an et par saisine exceptionnelle de plus de 50% de ses représentants. Elle traite des questions d'organisation et de fonctionnement du syndicat mixte. Elle se prononce également sur les aspects liés à la sécurité, à l'hygiène et aux conditions de travail.

Sur le périmètre du syndicat mixte des ports du Bassin d'Arcachon, des experts sont désignés, parmi les membres de la CLC et des instances CT/CHSCT du Département, pour assister à ces instances relevant de leurs compétences. Afin d'assurer une équité de représentativité des membres de la CLC et des CT/CHSCT du Département le nombre d'expert désigné parmi les représentants du personnel du Département pour assister à la séance de CLC est fixé à un expert par organisation syndicale représentative du Département et également à un pour l'expert de l'administration ou son représentant.

ARTICLE 9 : L'exercice du pouvoir disciplinaire demeure de la compétence du Département qui peut être saisi par le Directeur de la structure des problèmes disciplinaires rencontrés avec les agents territoriaux mis à disposition.

ARTICLE 10 : Le Département supporte seul, au même titre que les autres agents du Département, la charge des prestations servies en cas de congé de maladie, y compris lorsque celle-ci provient d'une cause exceptionnelle ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions.

ARTICLE 11 : En cas de dissolution du syndicat mixte, les agents mis à disposition bénéficient d'une réintégration de plein droit au sein des effectifs du Département et les emplois d'affectation seront proposés en cohérence avec les missions prévues dans les statuts particuliers dont relèvent ces agents.

ARTICLE 12 : La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 13 juillet 2017. Elle est renouvelée par tacite reconduction.

Elle peut être modifiée, en cours de mise à disposition et à tout moment, par avenant à la demande de l'une ou l'autre partie après consultation du CT.

ARTICLE 13 : La mise à disposition peut prendre fin à tout moment sur demande de l'agent mis à disposition ou à la demande d'une des deux parties signataires en respectant un délai de 3 mois.

Dans ce cas l'agent sera affecté dans les services du Département sur des fonctions correspondant à son grade. A la fin de sa mise à disposition, si l'agent ne peut retrouver les fonctions qu'il exerçait auparavant

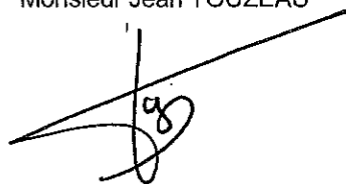
au sein de la collectivité, il est affecté dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la CAP.

Fait à Bordeaux, le . 0 1 AOUT 2017

Le Président du Conseil départemental
de la Gironde,
Monsieur Jean-Luc Gleyze

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Gleyze' followed by a long horizontal stroke.

Le Président du syndicat mixte des ports
du Bassin d'Arcachon,
Monsieur Jean TOUZEAU

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JT' with a large diagonal stroke across it.

PREFECTURE GIRONDE
01.08.2017 .

ANNEXE

Liste des postes départementaux du syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon

Filière Administrative

Assistant de direction (1B)

Responsable des marchés publics et des finances (1B)

Gestionnaire financier (1C)

Coordonnateur de gestion de l'occupation portuaire (1B)

Chargé de gestion de l'occupation portuaire (1C)

Filière Technique

Directeur du syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon (1A)

Responsable de la police portuaire (1B)

Directeur adjoint, responsable du secteur soutien et coordination (1A)

Responsable du secteur opérations (1A)

Chargé de travaux portuaires (2B)

Surveillant de travaux portuaires (1C)

Dessinateur (1C)

Responsable du secteur gestion portuaire (1A)

Agent portuaire (1C)

